

N° 4192.

---

**HONGRIE  
ET ROYAUME DES SERBES,  
CROATES ET SLOVÈNES**

Convention relative au traitement  
juridique des entreprises de pro-  
duction ou de transport. Signée à  
Belgrade, le 22 février 1928.

---

**HUNGARY AND  
KINGDOM OF THE SERBS,  
CROATS AND SLOVENES**

Convention regarding the Legal  
Treatment of Producing or Trans-  
port Undertakings. Signed at  
Belgrade, February 22nd, 1928.

N<sup>o</sup> 4192. — CONVENTION <sup>1</sup> ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LE ROYAUME DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES RELATIVE AU TRAITEMENT JURIDIQUE DES ENTREPRISES DE PRODUCTION OU DE TRANSPORT. SIGNÉE A BELGRADE, LE 22 FÉVRIER 1928.

*Texte officiel français communiqué par le délégué permanent du Royaume de Yougoslavie près la Société des Nations et le chef de la délégation royale hongroise près la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 23 septembre 1937.*

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES

et

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE,

Désirant régler toutes questions relatives au transfert du siège des entreprises de production ou de transport, exerçant leur activité dans les territoires divisés de l'ancienne Monarchie austro-hongroise,

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES SERBES, CROATES ET SLOVÈNES :

M. le docteur VOÏSLAV MARINKOVITCH, son ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DU ROYAUME DE HONGRIE :

M. le baron PAUL FORSTER, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Belgrade ; et

M. ALFRED DE NICKL, conseiller de Légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Attendu que selon les dispositions légales actuellement en vigueur dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes les entreprises de production ou de transport exerçant leur activité dans les territoires qui, appartenant autrefois à la Monarchie austro-hongroise, appartiennent actuellement au Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, entreprises, ayant toutefois leur siège dans le territoire du Royaume de Hongrie, peuvent être obligées, par une invitation spéciale à adresser à la société, à transférer leur siège ou bien à procéder à leur sectionnement, les Parties contractantes sont convenues des articles suivants :

<sup>1</sup> L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 10 juin 1937.

Entrée en vigueur le 25 juin 1937.

<sup>1</sup> TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 4192. — CONVENTION <sup>2</sup> BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE KINGDOM OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES REGARDING THE LEGAL TREATMENT OF PRODUCING OR TRANSPORT UNDERTAKINGS. SIGNED AT BELGRADE, FEBRUARY 22ND, 1928.

*French official text communicated by the Permanent Delegate of the Kingdom of Yugoslavia to the League of Nations and by the Head of the Royal Hungarian Delegation to the League of Nations. The registration of this Convention took place September 23rd, 1937.*

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES,  
and

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY,

Being desirous of settling all questions relating to the transfer of the registered offices of producing or transport undertakings carrying on their activities in the partitioned territories of the former Austro-Hungarian Monarchy,

Have resolved to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE SERBS, CROATS AND SLOVENES :

Dr. VOISLAV MARINKOVITCH, His Minister for Foreign Affairs ;

HIS SERENE HIGHNESS THE REGENT OF THE KINGDOM OF HUNGARY :

Baron Paul FORSTER, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Belgrade,  
and

M. Alfred DE NICKL, Counsellor of Legation, Director of the Economic Section in the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Whereas, under the legal provisions at present in force in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, producing or transport undertakings carrying on their activities in the territories which, having belonged formerly to the Austro-Hungarian Monarchy, now belong to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, but still having their registered offices in the territory of the Kingdom of Hungary, may be required, by a special request addressed to the company concerned, to transfer their registered offices or to divide themselves into separate undertakings, the Contracting Parties have agreed on the following Articles :

<sup>1</sup> Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

<sup>1</sup> Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

<sup>2</sup> The exchange of ratifications took place at Budapest, June 10th, 1937. Came into force June 25th, 1937.

*Article premier.*

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déclare de ne pas demander le transfert que de celles des entreprises de production ou de transport qui bornent leur activité sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne l'étendant pas sur le territoire de la Hongrie. Il est pourtant entendu de part et d'autre, que le fait qu'une entreprise de production ou de transport, dont la maison principale est située dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes a des établissements secondaires en Hongrie (p. e. dépôts de bière ou de brasseries), n'empêche pas le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes d'exiger le transfert du siège de l'entreprise tout entière dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes tandis que, d'autre part, le fait qu'une entreprise hongroise a des établissements secondaires du même genre dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes ne pourra servir de motif pour demander le transfert du siège de l'entreprise.

Le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes déclare de ne demander le transfert du siège que des entreprises de production ou de transport qui existaient le 1<sup>er</sup> novembre 1918 dans le territoire actuel du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes et avaient leur siège dans le territoire actuel de la Hongrie. Il ne sera fait usage de ce droit que dans un délai d'un an à partir du jour de la mise en vigueur de la présente convention.

*Article 2.*

Dans le cas où une entreprise de production ou de transport ayant son siège en Hongrie exercerait son activité déjà depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1918 dans les territoires des deux États, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes peut demander son sectionnement. Le fait que des établissements secondaires (article premier) existent, ne pourra servir de motif pour demander le sectionnement. Toute mesure, de quelque nature qu'elle soit, reconnue nécessaire et utile pour l'exécution du sectionnement sera, sous tous les rapports, protégée par les deux États et aucune entrave ne sera mise par n'importe quelle action gouvernementale, spécialement en matière de droit financier au sectionnement. En cette occurrence les biens et les réserves de l'entreprise seront répartis entre les entreprises nouvellement formées. Le sectionnement des entreprises doit avoir lieu, en principe, à la base de la valeur intrinsèque, éventuellement à la base de la valeur inscrite dans le bilan. Les fonds de pensions seront répartis en la proportion des traitements et salaires dus dans les deux États pour les trois années précédant le sectionnement ; dans ce cas toute mesure nécessaire sera prise pour que les droits des ressortissants hongrois, ainsi que ceux des ayants droit au secours, habitant sur le territoire de l'État hongrois, soient assurés en ce qui concerne leurs traitements et secours courants et échéants à l'avenir.

Le sectionnement pourra s'effectuer en particulier par la création d'entreprises indépendantes ou bien par l'union de la partie détachée de l'entreprise avec une entreprise indépendante, déjà existante.

*Article 3.*

Des sociétés ayant leur siège en Hongrie et ayant eu le 1<sup>er</sup> novembre 1918 des entreprises de production ou de transport tant sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes que sur le territoire d'un État tiers, sont obligées, sur l'invitation du Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, de transformer l'entreprise de production ou de transport sise sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes en entreprises indépendantes. Dans ce cas, seront appliquées en leur sens les dispositions de cette convention ayant trait au sectionnement des entreprises, toutefois sans préjudice aux droits et prétentions légitimes de l'État tiers intéressé, ainsi que de ses ressortissants.

*Article 1.*

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes declares that it will not require transfer except in the case of producing or transport undertakings which confine their activities to the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and do not extend them to the territory of Hungary. It is nevertheless understood on both sides that the fact that a producing or transport undertaking, the chief establishment of which is situated in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, has secondary establishments (e.g., beer depôts or breweries) in Hungary, shall not prevent the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes from requiring the transfer of the registered office of the whole undertaking to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, whilst, on the other hand, the fact that a Hungarian undertaking has secondary establishments of the same kind in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall not constitute a reason for requiring the transfer of the registered office of the undertaking.

The Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes declares that it will not require the transfer of the registered office except in the case of producing or transport undertakings which were in existence on November 1st, 1918, within the present territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and of which the registered offices were situated within the present territory of Hungary. This right shall not be exercised until after the expiration of a period of one year as from the date of the entry into force of the present Convention.

*Article 2.*

In cases in which a producing or transport undertaking having its registered office in Hungary has carried on its activities since November 1st, 1918, in the territories of the two States, the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes may require that it should be divided into separate undertakings. The existence of secondary establishments (Article 1) shall not constitute a reason for requiring such division. All measures, of whatever kind they may be, that are recognised as being necessary and expedient for effecting the division shall be facilitated in every respect by the two States and no obstacle shall be placed in the way of the division by governmental action of any kind, more particularly in the matter of financial law. In such cases the property and reserves of the undertaking shall be apportioned between the newly constituted undertakings. The division of undertakings shall, in principle, be effected on the basis of the intrinsic value or on that of the value shown in the balance-sheet. Pensions funds shall be apportioned in proportion to the amount due in the two States in respect of salaries and wages during the three years preceding the division ; all necessary measures shall be taken in such cases to ensure that the rights of Hungarian nationals and of all persons entitled to any benefits inhabiting the territory of the Hungarian State are safeguarded in respect of salaries and benefits the payment of which is due or may fall due in the future.

The division may, in particular, be effected either by the creation of independent undertakings or by the amalgamation of the detached part of the undertaking with an independent undertaking already in existence.

*Article 3.*

Companies the registered offices of which are in Hungary and which, on November 1st, 1918, possessed producing or transport undertakings both within the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes and also within the territory of a third State shall be required, at the demand of the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes, to transform the producing or transport undertakings situated within the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes into independent undertakings. In such cases, the provisions of this Convention concerning the division of undertakings shall apply, but without prejudice to the legitimate rights and claims of the third State concerned and of its nationals.

*Article 4.*

Dans le cas où une entreprise dont le siège doit être transféré, aurait un fonds géré par elle et constitué soit par des cotisations communes du patron et des employés, soit exclusivement par des cotisations des employés, et destiné à l'entretien des fonctionnaires, employés et ouvriers de cette entreprise, ainsi que des membres de leur famille et des survivants (fonds divers de pensions, secours et autres), ou bien dans le cas où un fonds destiné à ces buts formerait une partie des biens figurant dans le bilan de l'entreprise, des mesures appropriées seront prises afin que les droits des employés, des membres de leurs familles et des survivants, droits soit acquis, soit échus, soient satisfaits de ces biens en tant que ces biens suffisent. Il est entendu que les ressortissants des deux Etats seront traités d'une façon égale.

*Article 5.*

Lors du transfert du siège ou du sectionnement le transfert de droits de participation ne sera pas exigé.

*Article 6.*

Les Parties contractantes se communiqueront aussitôt que possible leurs réclamations éventuelles contre le procédé du gouvernement de la Partie dont le procédé, selon l'avis de l'autre, ne serait pas conforme aux principes de cette convention, pour qu'elles soient réglées d'un commun accord. De telles réclamations ne pourront retarder l'exécution du transfert ou du sectionnement.

*Article 7.*

Au cas où le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes inviterait une entreprise à transférer, conformément à cette convention, son siège, le Gouvernement Serbe, Croate et Slovène informera de cette invitation le Ministère royal hongrois des Affaires étrangères afin que le tribunal hongrois, compétent à la tenue du Registre des raisons sociales en raison du siège actuel de l'entreprise, et le bureau des contributions hongrois compétent, ou à Budapest, l'inspecteur des contributions, en soient informés à temps.

Si l'invitation au transfert a été déjà émise, cette information doit être donnée ultérieurement. Ceci ne s'applique pas aux cas, où les sociétés respectives ont déjà transféré leurs sièges dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

En cas de sectionnement, le Gouvernement du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes prendra en outre les mesures nécessaires afin que le Ministère royal hongrois du Commerce en soit également informé en temps utile.

Le transfert du siège projeté doit être annoté dans le Registre des raisons sociales. Avant la radiation dans le Registre des raisons sociales hongrois il faut procéder à la convocation des créanciers. A cette convocation les dispositions des paragraphes 202 et 205 de la loi hongroise N° XXXVII de l'année 1875 seront appliquées en leur sens général, toutefois un délai de deux mois doit être accordé aux créanciers pour leurs déclarations.

Le procédé de convocation sera dispensable dans les cas où le tribunal compétent déclarerait la radiation admissible sans ce procédé et dans les cas où une entreprise établirait à la place de l'ancien établissement principal hongrois conformément aux prescriptions légales, une succursale.

Dans ces cas l'entreprise aura le droit à être admise à l'exercice de son activité.

Après quoi la radiation dans le Registre des raisons sociales hongrois doit être faite.

*Article 4.*

If an undertaking, the registered office of which is to be transferred, possesses a fund administered by it and constituted either by joint contributions from the employer and the employees or exclusively by contributions from the employees, intended for the maintenance of the officials, employees and workmen of the said undertaking and of the members of their families and survivors (various pensions, benefit and other funds) or if a fund intended for such purposes forms part of the assets shown in the balance sheet of the undertaking, appropriate measures shall be taken to ensure that the rights, whether acquired or matured, of employees, members of their families and survivors are satisfied out of such assets in so far as these are sufficient for the purpose. It is understood that the nationals of the two States shall be treated on an equal footing.

*Article 5.*

In the event of the transfer of the registered office or of the division of an undertaking, the transfer of rights of participation shall not be required.

*Article 6.*

The Contracting Parties shall, as soon as possible, communicate to each other any complaints which they may wish to make on the ground that an act of the Government of one Party is not, in the opinion of the other, in accordance with the principles of this Convention, in order that such complaints may be settled by agreement. The carrying into effect of the transfer or division shall not be delayed on account of such complaints.

*Article 7.*

In cases in which the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes requests an undertaking to transfer its registered office, in accordance with this Convention, the said Government shall inform the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs of such request, in order that the Hungarian court responsible for keeping the register of commercial undertakings which is competent in view of the location of the present registered office of the undertaking concerned, and the competent Hungarian revenue office or, at Budapest, the Inspector of Taxes, may be informed in due course.

If the request to effect the transfer has already been made, such information shall be given subsequently. This does not apply to cases in which the companies concerned have already transferred their registered offices to the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

In cases of division, the Government of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes shall further take the necessary measures to ensure that the Royal Hungarian Ministry of Commerce is also informed thereof in due course.

The proposed transfer of a registered office shall be recorded in the register of commercial undertakings. Before the undertaking is struck off the Hungarian register of commercial undertakings, a meeting of creditors shall be summoned. The provisions of paragraphs 202 and 205 of Hungarian Law No. XXXVII of the year 1875 shall, in general, apply to the summoning of such a meeting, but a period of two months shall be allowed to creditors for the purpose of making their declarations.

The summoning of a meeting may be dispensed with in cases in which the competent court declares that the undertaking can be struck off the register without the summoning of a meeting and in cases in which an undertaking establishes a branch in place of the former Hungarian chief establishment in accordance with the provisions of the law.

In such cases the undertaking in question shall be entitled to carry on its activities.

It shall subsequently be struck off the Hungarian register of commercial undertakings.

## Article 8.

Les questions d'imposition résultant du transfert du siège et du sectionnement des entreprises de production ou de transport seront réglées comme suit :

## A. IMPÔTS DIRECTS.

En ce qui concerne ces impôts, seront appliquées les dispositions de la convention conclue entre le Royaume de Hongrie et le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pour éviter la double imposition et pour régler autres questions en matière de contributions directes.

Dans le cas cependant où les établissements des entreprises se trouveraient tout entiers sur le territoire de l'un des Etats, et le siège de l'entreprise sur le territoire de l'autre, l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels, de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les mines, de l'impôt de guerre (sur l'excédent des profits) pour les années de 1919 jusqu'au jour du transfert de siège, doit être faite par l'Etat dans lequel les établissements sont situés. 10 % de la base des impôts fixée conformément aux lois de l'Etat qui les impose seront à titre de quote-part du siège de l'entreprise remis à l'autre Etat pour l'assiette. Cette remise aura lieu par l'envoi de copies de la documentation de la base des impôts.

Aux entreprises qui, conformément à cette convention, transfèrent leur siège ou se partagent et qui le jour du transfert du siège ou de sectionnement possèdent des titres d'emprunts de guerre dont la valeur est indiquée dans le bilan à base duquel le transfert du siège ou le sectionnement eut lieu, il sera permis d'amortir, exempté de droits, la valeur de ces titres d'emprunts inscrite dans le bilan les 10 ans à partir de l'exercice qui suit celui du transfert du siège ou du sectionnement.

Au cas de sectionnement des entreprises la quote-part des titres d'emprunt de guerre qui sont à amortir exempts de droits, sera évaluée conformément aux dispositions de l'article 2.

## B. EXEMPTION DE DROITS PROVENANT DU TRANSFERT OU DU SECTIONNEMENT DES ENTREPRISES.

I. Les entreprises qui transfèrent, conformément à cette convention, leur siège, ne seront assujetties à ce titre à aucune imposition (droits et taxes) de quelque nature que ce soit. En cas de sectionnement d'une entreprise ce même principe sera appliqué.

Les profits résultant des transactions de capital effectuées en conséquence du transfert du siège ou du sectionnement ne seront pas soumis à l'imposition, pourvu qu'ils soient déposés dans un fonds de réserve extraordinaire devant figurer dans le bilan comme passif spécial, et pourvu que l'entreprise renonce au bénéfice de la prescription libératoire de l'exemption pour le cas où cette réserve serait engagée dans une transaction imposable.

II. Lors du transfert du siège ou du sectionnement aux termes de cette convention, les entreprises en question sont exemptes :

Des droits fixes et de pourcentage sur les inscriptions et radiations dans le registre de commerce (des raisons sociales) ;

Des droits de transfert de toute sorte ;

Des droits sur l'inscription dans le registre foncier ;

Des droits sur l'émission d'actions, mais seulement pour la partie du capital-actions qui équivaut à la valeur figurant dans le bilan spécial des biens situés sur le territoire de l'Etat qui applique l'impôt ;

En outre de toute taxe additionnelle autonome aux droits susmentionnés, ainsi que des impôts autonomes indépendants prélevés lors du transfert de biens ;

Enfin, de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe de luxe.

*Article 8.*

Questions of taxation arising from the transfer of registered offices or from the division of producing or transport undertakings shall be settled as follows :

## A. DIRECT TAXES.

In respect of these taxes, the provisions of the Convention concluded between the Kingdom of Hungary and the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes for the prevention of double taxation and for the settlement of other questions connected with direct taxes shall apply.

In cases, however, in which the establishments of an undertaking are situated wholly within the territory of one of the States and the registered office of the said undertaking is situated within the territory of the other, the assessment of the tax on industrial profits, the company tax, the mines tax and the war tax (on excess profits) for the years from 1919 up to the date of the transfer of the registered office shall be made by the State within whose territory the establishments are situated. Ten per cent of the basis of the taxes, fixed in accordance with the laws of the State which imposes them, shall, as constituting the proportion applicable to the registered office of the undertaking, be allotted to the other State for assessment purposes. This allotment shall be effected by the transmission of copies of the documents relating to the basis of the taxes.

Undertakings which, in accordance with this Convention, transfer their registered offices or divide themselves into separate undertakings and which, at the date of the transfer of the registered offices or of the division, possess war loan bonds the value of which is shown in the balance sheet on the basis of which the transfer of the registered offices or the division was effected shall, during a period of ten years as from the financial year following that in which the transfer of the registered offices or the division was effected, be entitled to amortise, free of tax, the value of such loan bonds as shown in the balance sheet.

In cases of the division of undertakings, the proportionate part of the war loan bonds which are to be amortised free of tax shall be determined in accordance with the provisions of Article 2.

## B. EXEMPTION FROM CHARGES RELATING TO THE TRANSFER OR DIVISION OF UNDERTAKINGS.

I. Undertakings which transfer their registered offices in accordance with this Convention shall not be liable on that account to any tax (charges or dues) of any kind whatsoever. The same principle shall apply in the case of the division of an undertaking.

Profits arising out of capital transactions effected in consequence of the transfer of the registered office or of the division of an undertaking shall not be liable to any tax, provided that they are deposited in an extraordinary reserve fund shown in the balance sheet as a special liability and provided that the undertaking waives its right to plead that a claim for tax is barred in consequence of such exemption in the event of this reserve being employed for the purpose of a transaction liable to tax.

II. In respect of the transfer of a registered office or the division of an undertaking under the terms of this Convention, the undertakings in question shall be exempt from :

Fixed and percentage charges in respect of the entry of undertakings in, and the removal of their names from, the commercial register (commercial undertakings) ;

Transfer charges of all kinds ;

Charges in respect of entries in the land register ;

Charges in respect of the issuing of shares, but only as regards such part of the share capital as is equivalent to the value, as shown in the special balance sheet, of property situated within the territory of the State which imposes the tax ;

And also any charge of an autonomous character additional to the above-mentioned charges, as well as independent taxes of such character levied in respect of the transfer of property ;

And, finally, the tax on business turnover and the luxury tax.

*Article 9.*

Les dispositions de cette convention seront applicables par analogie aux entreprises de production ou de transport exerçant leur activité sur le territoire du Royaume de Hongrie, tandis que leur siège et leur direction commerciale se trouvent dans le Royaume des Serbes, Croates et Slovènes.

*Article 10.*

Les entreprises de production ou de transport qui ne seront pas invitées à transférer leur siège ou à procéder au sectionnement conformément aux dispositions de cette convention, pourront maintenir leurs succursales existantes sur le territoire du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes, pourvu qu'elles observent les dispositions légales en vigueur et applicables aux entreprises de tous les autres Etats, sans qu'une admission spéciale à l'exercice de leur commerce ou industrie soit nécessaire.

*Article 11.*

Toutes les autres questions résultant de l'exécution du transfert ou du sectionnement des entreprises, seront réglées par des accords spéciaux.

*Article 12.*

La présente convention sera appliquée aux sociétés qui, jusqu'à la date de sa mise en vigueur n'auraient pas transféré leur siège et qui n'auraient déjà pas été radiées dans le Registre des raisons sociales.

*Article 13.*

La présente convention ne se rapporte pas aux sociétés de chemins de fer pour lesquelles des arrangements spéciaux sont prévus dans l'article 304 du Traité de Trianon.

Elle ne s'applique pas à la Francis Canal Company, qui fait l'objet d'une convention spéciale entre les deux gouvernements.

*Article 14.*

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Budapest aussitôt que faire se pourra et entrera en vigueur quinze jours après l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et l'ont munie de leurs sceaux.

Fait à Belgrade, en double original, le 22 février mil neuf cent vingt-huit.

(L. S.) D<sup>r</sup> V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

Certifié pour copie conforme :

D'ordre du Ministre,

*Le Chef de la 1<sup>re</sup> Section  
du Département politique,*

Ivan Kovatchevitch.

*Article 9.*

The provisions of the present Convention shall apply by analogy to producing or transport undertakings which carry on their activities in the territory of the Kingdom of Hungary but of which the registered offices and centre of commercial management are situated in the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes.

*Article 10.*

Producing or transport undertakings which are not required to transfer their registered offices or to divide themselves into separate undertakings in accordance with the provisions of the present Convention may, provided that they observe the legal provisions in force which are applicable to the undertakings of all other States, maintain their existing branches within the territory of the Kingdom of the Serbs, Croats and Slovenes without any special authorisation being necessary for the carrying on of the trade or industry in which they are engaged.

*Article 11.*

All other questions arising out of the transfer or division of undertakings shall be settled by special agreements.

*Article 12.*

The present Convention shall apply to companies which, at the date of its entry into force, have not transferred their registered offices and have not been struck off the register of commercial undertakings.

*Article 13.*

The present Convention shall not apply to the railway companies in respect of which provision for special arrangements is made in Article 304 of the Treaty of Trianon.

It shall not apply to the Francis Canal Company, which is the subject of a special Convention between the two Governments.

*Article 14.*

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Budapest as soon as possible. It shall come into force fifteen days after the exchange of the ratifications.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Belgrade, in duplicate, the 22nd day of February, one thousand nine hundred and twenty-eight.

(L. S.) Dr. V. MARINKOVITCH, *m. p.*

(L. S.) FORSTER, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

